

Le sens de la dette dans la mondialisation de l'économie

François Houtart (*)

Le sens d'une journée entière consacrée à s'informer et à analyser les divers aspects de la dette extérieure, principalement des pays en développement, ne peut être découvert que dans une perspective historique. Depuis plusieurs années, le CADTM a organisé des rencontres, qui chaque fois, ont permis de faire un pas en avant dans la découverte et dans la compréhension des mécanismes de la dette. La connaissance s'accumule, les analyses deviennent plus percutantes et un réseau national et international se construit, permettant une alimentation mutuelle et la croissance d'une conscience du phénomène. Il s'agit d'un fait social qui a besoin d'assises régulières et les réunions annuelles du CADTM a pleinement joué ce rôle.

En effet, cette manifestation devient, de plus en plus, un point de rencontre tous ceux qui se situent dans la ligne d'une résistance, en fonction de différentes références, de divers courants de pensée ou d'action et de divers lieux. Des gens qui agissaient séparément se rencontrent. Ils font un bout de chemin ensemble et entrent peu à peu dans une caravane.

I. La dette, point de départ

La dette extérieure est un fait concret, qui attire l'attention. Elle est perçue, de plus en plus comme un fait inacceptable, dont on découvre progressivement le caractère immoral. Cependant, il s'agit seulement du sommet d'un iceberg, dont nous découvrons pas à pas les bases non apparentes.

En effet, la dette extérieure est un des mécanismes de transfert du surplus (et même de la substance) des populations concernées vers les détenteurs de la richesse. La dette crée la dépendance. Elle alimente de plus en plus ce qu'on appelle, aujourd'hui, l'économie casino, c'est-à-dire la bulle financière et pas seulement la recomposition de l'accumulation capitaliste.

Pour cette raison, la présence de ATTAC (Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens) fut, cette année, un

élément très important. Cette initiative, prise sous l'inspiration du Monde Diplomatique, en France, devient aussi un réseau international de pression et d'analyse de ce que signifie l'excroissance du capital financier et le danger que cette dernière représente pour l'équilibre économique du monde.

Joindre le problème de la dette à celui d'une taxation possible des flux financiers internationaux, est loin d'être quelque chose d'artificiel. En fait, comme plusieurs l'ont montré, la dette est un des éléments qui permet à la bulle financière de croître et de jouer son rôle déstabilisateur.

En tant que mécanisme de transfert de surplus, la dette épuise des sociétés entières, suce la substance de leur vie, détruit les solidarités sociales, devient un des obstacles majeurs au développement. Il est intéressant de noter que des milieux de plus en plus élargis, aujourd'hui, estiment que la suppression ou la réduction de la dette extérieure des pays du Tiers Monde est une des conditions pour recréer des rapports économiques plus sains, même à l'intérieur du système capitaliste. En effet, le phénomène a pris une telle ampleur que sa logique même contredit les principes d'une économie de marché.

Cependant, la dette fait partie d'un système. Elle s'ajoute à d'autres mécanismes de transfert de surplus ou d'accumulation du capital, tels que les délocalisations, la véritable piraterie que constitue les privatisations dans de nombreux pays du Sud, la féminisation de la pauvreté, la fiscalité inégale, etc. Tous ces mécanismes vont dans le même sens : accroître le pouvoir du capital.

Lorsque nous considérons l'ensemble du système économique mondial, dominé par la logique du marché capitaliste, nous arrivons à la conclusion qu'il s'agit du système le plus inefficace de l'histoire de l'humanité, à condition de définir l'économie comme la création des bases de l'existence physique et culturelle des peuples. Jamais il n'y a eu autant d'inégalités ; jamais on a connu une extension numérique aussi importante de la pauvreté et de la misère. Selon Samir Amin, alors qu'au Moyen-Age les différences économiques entre les sociétés pouvaient se calculer de 1 à 2, aujourd'hui on en est de 1 à 60.

Si d'un point de vue global, nous pouvons conclure que l'économie capitaliste est particulièrement inefficace pour répondre aux besoins des populations, il faut bien constater qu'elle sert les intérêts de certains groupes sociaux bien définis. Ces derniers utilisent, dans la logique même du marché capitaliste,

tous les mécanismes qui permettent de maximiser les profits et de remettre en route un processus d'accumulation qui s'était essoufflé, à partir de la moitié des années 1970. On assiste donc à une véritable offensive mondiale, orientée par la logique de l'économie de marché capitaliste et par ses principaux acteurs économiques, dont le Sommet de Davos est une des expressions.

Tout cela nous amène à aller au-delà d'une réaction éthique, celle de la compassion humanitaire, pour envisager les causes mêmes de ces phénomènes, pour déboucher sur une action qui soit réellement efficace.

Nous pouvons donc conclure deux choses :

1) Il faut exiger l'annulation de la dette, parce que le mécanisme lui-même est immoral. Non seulement, la dette a déjà été payée par les pays concernés et, parfois plusieurs fois, mais elle signifie un instrument permanent d'extraction illicite du surplus. Dans ce sens, on ne peut transiger. Il n'est pas question d'accepter que l'annulation ne concerne que les pays les plus pauvres, qu'elle soit partielle, qu'elle soit progressive. Etant donné le fait qu'il s'agit d'un processus d'aliénation matérielle de moyens absolument nécessaires à la vie de très nombreuses populations dans le monde, seule une position nette et claire peut correspondre aux exigences de l'éthique.

2) Cependant, comme tout phénomène économique est en fait un rapport social, il est évident que l'annulation de la dette pourrait devenir un nouveau moyen de renforcer les inégalités et, par conséquent, les rapports sociaux d'oppression, dans les sociétés concernées. Il ne s'agit pas de fermer les yeux sur cette réalité. Au contraire, il faut analyser les mécanismes dans tous leurs détails.

Par conséquent, outre le fait d'exprimer une position radicale sur l'annulation de la dette, il faut, dans un deuxième temps, proposer des mécanismes qui permettent de contrôler la dynamique de l'annulation et de canaliser les économies réalisées en fonction du véritable bien des populations et de leur développement durable.

II. L'analyse et le jugement sur le modèle existant

Dans son exposé, Adolfo Perez Esquivel affirma que le modèle de domination et de contrôle, existant actuellement dans le monde, ne peut être humanisé. Il faut donc trouver des alternatives.

Il est intéressant de noter qu'en 1999, la réunion du Forum Mondial de l'Économie, à Davos, fut dominée par une grande peur. Les responsables de l'économie mondiale capitaliste ont pris conscience que le messianisme néo-libéral aboutissait à l'échec. D'une part, un certain nombre de discours cherchaient à trouver les moyens de «sauver le capitalisme du néolibéralisme» et d'autre part, l'idée d'un capitalisme à visage humain domina les débats. En fait, c'est la peur qui animait les deux nouvelles composantes du discours dominant. Un grand nombre de responsables de l'économie mondiale commencèrent à accepter l'idée de régulation du capital financier. Ce fut notamment le cas de George Soros, grand spéculateur devant l'Éternel et qui affirme que si le système continue tel qu'il est, on va droit à la catastrophe. Entre temps, tant que ce dernier n'est pas régulé, George Soros continue à profiter de ses effets et par ailleurs, selon lui, il essaie de redistribuer une part des bénéfices obtenus sous forme de dons privés.

Une autre idée qui se fit jour lors du Sommet de Davos, fut celle d'un nouveau contrat social. On cita, à cet effet, Jean-Jacques Rousseau. Inutile de dire que cette découverte n'est guère nouvelle. On a plutôt l'impression que le Forum International de l'Economie est constitué d'un groupe de personnes vivant à la fin du XXème siècle, mais en route vers le XIXème. Cependant, aujourd'hui un nouveau contrat social est nécessaire pour pouvoir rétablir les lois du capitalisme mondial. Il faut donc arriver à un certain consensus, pour éviter les explosions sociales.

Enfin, face à l'énorme développement de la pauvreté dans le monde, des voix s'élevèrent pour mobiliser toutes les organisations volontaires à travers l'Univers, les ONG, les Églises, les groupes religieux, etc. pour la lutte contre la pauvreté. Bien entendu, dans ce discours, il n'y a pas un mot sur les causes fondamentales de la pauvreté. De même qu'au XIXème siècle on voulait résoudre le problème social par la charité, aujourd'hui, on veut lutter contre la pauvreté, par des programmes de type surtout assistentiel.

Quand on se demande pourquoi le discours a changé, presque du tout au tout, par rapport à ce qu'il était il y a deux ans, on arrive à la conclusion qu'il

s'agit surtout de la crainte d'une explosion de la bulle financière. Il est intéressant de noter, pour la petite histoire, que des groupes de travail furent organisés, dans le cadre de la réunion de Davos, sur plusieurs sujets, tels que «Comment éviter la crise cardiaque ?» ou encore «Qu'est-ce qu'un être humain ?».

Par conséquent, nous ne pouvons nous laisser prendre à ce jeu, qui signifie simplement un changement de stratégie mais pas un changement d'objectif.

C'est la raison pour laquelle plusieurs organisations avaient organisé une réunion, intitulée : Un autre Davos : mondialisation des résistances et des luttes.

Avec quelques grands mouvements sociaux du monde, dont certains étaient présents à la réunion du CADTM et des analystes des différents continents, une autre perspective sur l'avenir économique du monde fut exprimée et une conférence de presse permit de faire connaître ce point de vue, à Davos même, véritable défi pour le Sommet Mondial de l'Économie, qui, pour la première fois, se voyait confronté directement à une pensée alternative.

Cependant, la lutte est loin d'être terminée, car aujourd'hui on assiste à une certaine cooptation, par le système économique mondial, des organisations volontaires, de certains partis politiques du centre ou même de gauche, d'organisations syndicales ou sociales. Sous prétexte de pragmatisme, ces mouvements au départ des organisations résistantes, finissent par s'adapter à la situation et accepter les règles fondamentales du jeu, pour obtenir un certain nombre d'avantages particuliers. On assiste ainsi à une sorte de *real politiek*, qui emboîte le pas et accepte de gérer la logique fondamentale du système capitaliste, en essayant de le corriger, en le critiquant pour certains abus et en mettant sur pied certaines instances critiques, finalement utiles à sa reproduction, car autrement, il s'écroulerait sous le poids de ses propres contradictions.

III. La mondialisation des résistances et des luttes

De fait, face à la mondialisation de l'économie capitaliste, nous vivons une situation de fragmentation des résistances et des luttes. L'ensemble des stratégies de l'accumulation capitaliste contemporaine conduit en, grande partie, à un tel éparpillement. D'une part, les organisations traditionnelles du travail perdent de leur puissance et de leur influence, à cause de la diminution du nombre de travailleurs engagés directement dans la relation capital-travail, à cause des diverses formes de dérégulation du

travail. Par ailleurs, les formes indirectes de dépendance vis-à-vis du système capitaliste mondial et de ses logiques se multiplient, tout en étant moins visibles pour les milieux et les populations concernées : il s'agit des divers mécanismes d'intégration dans le système économique mondial, comme la dette extérieure, la fixation du prix des marchandises ou des matières premières, les programmes d'ajustement structurel, etc.

Face à cela, l'unique manière de réaliser une résistance efficace, est de construire des réseaux. On assiste, un peu partout, à la mise en route de telles initiatives, parmi les paysans, les pêcheurs, les peuples indigènes, etc. Sans doute le mouvement ouvrier avait-il créé, depuis longtemps déjà, cette forme de lutte internationale, mais il faut dire que sa faiblesse se manifeste également dans ce domaine, face aux nouvelles stratégies du capital. Il s'agit donc de créer des convergences.

Cependant, cela n'ira pas non plus sans de nouvelles alliances. Ces dernières ne sont pas toujours évidentes, à première vue, mais elles consistent à unir un ensemble de formes d'organisation, de résistances et de luttes qui entrent dans une perspective antisystémique. Quand on observe ce qui se passe dans le monde d'aujourd'hui, il est clair que l'on est en train de remonter la pente de la démobilisation.

Il faut donc inventer. Il ne s'agit pas d'un retour au passé, ni de constituer des partis d'avant-garde. Il s'agit bien de convergences, c'est-à-dire d'une dynamique propre qui accepte les différences. Cependant, cela ne peut se faire à n'importe quel prix, car toutes les formes de résistances ne sont pas nécessairement antisystémiques (le système capitaliste).

IV. Nécessité d'une analyse

Une des conditions pour établir des convergences est d'aller jusqu'au bout des analyses. C'est une tâche qui ne sera jamais terminée, sinon on risque de ne s'attaquer qu'aux épiphénomènes, de lutter contre les abus, il y a aussi le risque de se faire récupérer ou d'entrer dans des logiques finalement pensées et orientées par l'adversaire. C'est ainsi que le Forum International de l'Économie, à Davos, a également émis l'idée d'une taxation sur les transactions financières internationales et que le G7 est également en faveur de l'abolition de la dette, d'au moins certains pays du

Tiers Monde. Il ne s'agit pas de se faire piéger par le changement de discours, mais bien d'appuyer, éventuellement, des mesures concrètes, qui peuvent être interprétées aussi bien comme des moyens de sauver le système que comme des instruments qui préparent sa transformation et donc ne sont pas inutiles pour alléger le sort de nombreuses personnes.

Approfondir l'analyse est donc une chose importante. Il ne s'agit pas de déboucher sur des dogmes, mais sur des interrogations toujours plus profondes.

L'analyse doit être globale, c'est-à-dire qu'elle doit inclure tous les aspects de la réalité sociale, y compris ses aspects culturels, ainsi que toutes ses dimensions, de la micro à la macro-perspective.

L'analyse doit être réelle, c'est-à-dire basée sur une réalité qui n'est pas statique. Toute action provoque une réaction et tout mouvement tend aussi à s'institutionnaliser. C'est ici que l'on voit l'importance du rôle des intellectuels, dans une collaboration avec les mouvements sociaux. Alors, chacun trouvera sa place à l'intérieur des résistances et les réseaux qui seront constitués pourront déboucher sur une véritable efficacité.

V. Couvrir progressivement l'ensemble des champs

Dans les réunions du CADTM, c'est la dette des pays du Tiers Monde, en particulier, qui constitue le champ privilégié. C'est une bonne chose, car il s'agit d'une question concrète, avec de nombreuses ramifications et qui force à poser bien d'autres questions. Il faut donc aussi être conscient de l'importance des autres aspects de la réalité économique et sociale mondiale. Que l'on pense, par exemple, à l'action en faveur de la taxe Tobin, d'une autre organisation et d'une autre base de la fiscalité, etc. On a parlé de ces différentes questions au cours de la réunion du CADTM, de 1999. Peut être qu'un aspect plus négligé fut celui de l'action pour la paix. Or, aujourd'hui, plus que jamais, il s'agit d'un des aspects fondamentaux de la question. Qu'il suffise de penser au rôle de l'OTAN dans le renforcement de l'hégémonie capitaliste au Moyen Orient ou dans la politique menée vis-à-vis de la Yougoslavie. Elargir les perspectives sera donc un des objectifs de l'avenir.

VI. Chercher les alternatives

Une des grandes questions posées à la gauche, aujourd'hui, est celle des alternatives. Une chose positive est le fait qu'on en parle au pluriel. Il est vrai qu'il n'existe pas de solutions toutes faites ni de modèle parfaitement construit qui puisse servir de guide à l'action contemporaine. Les alternatives sont nombreuses et doivent être définies et recherchées à divers niveaux, de l'utopie, jusqu'à la micro dimension. Quelques mouvements parviennent à établir le lien entre ces diverses dimensions. Ce sont, par exemple, le Mouvement des Sans Terres au Brésil, qui organise les paysans en coopératives locales, mais qui exige également du pays une politique à la macro dimension. Un autre exemple est celui des Zapatistes, qui tout en agissant dans le quotidien de la vie des indigènes du Chiapas, élargit ses perspectives au Traité de libre commerce avec les États-Unis.

On attend aujourd'hui plus que la critique, même si la délégitimation du système est une étape fort importante. La recherche de propositions, de tâches à réaliser dans l'avenir est un des éléments clé d'une possible mobilisation sociale.

VII. Développer une pédagogie

Lors de la réunion de l'Autre Davos sur la Mondialisation des Résistances et des Luttés, des participants de mouvements sociaux ouvriers de Corée du Sud ou des paysans du Burkina Fasso exprimèrent le fait que le concept même de mondialisation signifie qu'au niveau de la conscience sociale de leurs membres. Ils ont plutôt l'impression qu'il s'agit d'un discours occidental, qui n'a rien à voir avec leur réalité quotidienne, soit la lutte contre le chômage, soit la lutte pour la fixation des prix des produits agricoles.

Il s'agit donc de développer, progressivement, à l'intérieur des différentes formes concrètes et sectorielles de résistances et de luttes sociales, une conscience du caractère global des situations. Cela signifie le développement d'une conscience sociale généralisée et l'utilisation d'une pédagogie adéquate, qui permette notamment aux acteurs sociaux de passer de la conscience de la micro dimension à celle de la macro dimension. Un certain nombre de mouvements réalisent déjà ce travail, mais ce dernier doit être étendu à tous les secteurs, pour qu'une convergence réelle puisse devenir une force. Des initiatives telles que celle du CADTM, contribuent à construire les liens pour l'analyse et l'action.

Nous pouvons conclure qu'un espoir surgit dans une société bloquée. Un sens global est donné aux luttes qui restent nécessairement spécifiques. Un

dépassement des clivages est en train de naître. La réunion annuelle du CADTM en est une expression et cela constitue déjà la construction d'un monde plus juste et plus fraternel.

François Houtart est directeur du Centre Tricontinental (CETRI) de Louvain-La-Neuve et membre **du Forum Mondial des Alternatives**